Zeitschrift: Arbido

Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz

Band: - (2010)

Heft: 4: ABD Stellen und Katastrophen = Centres ABD et catastrophes = Centri ABD e catastrofi

Rubrik: Rezensionen = Recensions

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

IV. Rezensionen / Recensions
Der Kölner Archiveinsturz und die Konsequenzen

Reininghaus, Wilfried / Pilger, Andreas (Hrsg.): Lehren aus Köln. Dokumentation der Expertenanhörung «Der Kölner Archiveinsturz und die Konsequenzen» (Veröffentlichungen des Landesarchivs Nordrhein-Westfalen 25), Düsseldorf 2009. Par Marcel Ruegg

Le 3 mars 2009, vers 14h00, le bâtiment de cinq étages abritant les Archives historiques de la Ville de Cologne, inauguré en 1971, s'effondrait en faisant s'écrouler une partie des immeubles contigus. L'édifice n'était plus qu'un tas de gravats éparpillés sur 70 mètres à la ronde. Par chance, tous les employés des archives purent s'échapper avant l'écroulement. Le bâtiment fut évacué en trois minutes. Toutefois, on déplora le décès de deux jeunes habitants qui avaient été ensevelis sous les décombres d'un immeuble voisin.

Mais il s'avéra aussi que la perte historique était énorme. Plus de 65 000 documents, dont les premiers datant de l'année 922, ainsi que 104 000 plans et cartes, 50 000 affiches et 500 000 photographies furent touchés par la catastrophe. Parmi ces documents, les archives personnelles de l'écrivain Heinrich Böll, prix Nobel de littérature en 1972, soit près de 400 cartons contenant des manuscrits non publiés, des lettres et des photographies, que les Archives municipales de Cologne venaient d'acquérir.

Bien que dans un premier temps tous les éléments permettant d'analyser les causes de la catastrophe n'étaient pas encore réunis, il était certain qu'elle avait été provoquée indirectement par les travaux d'extension du métro qui avaient lieu dans cette zone.

Le 24 juin, à Cologne, le gouvernement du Land Rhénanie-du-Nost-Westphalie organisa une réunion de plus de 160 experts internationaux, afin d'analyser et de vérifier les normes et dispositions en vigueur relatives à la sécurité des archives et des dépôts. Il est à considérer que les débats se sont inscrits dans le cadre d'une catastrophe d'une extrême ampleur, probablement la plus importante ayant touché un dépôt d'archives après la Seconde Guerre mondiale. La conférence d'experts mit en évidence trois champs d'action pour la prévention de tels sinistres et de leurs conséquences: les normes de construction des dépôts, la conservation préventive et les plans d'urgence, la sauvegarde et la restauration des sources.

En Allemagne, la construction et la transformation des dépôts d'archives est soumise à la norme internationale DIN ISO 11799. Les experts consultés estiment que cette norme, introduite en 2003, est suffisante. La réglementation est assez étendue pour tenir compte de toutes les éventualités, même si elle est volontairement conçue dans un esprit large, afin de laisser une certaine liberté d'action aux acteurs impliqués dans la construction. Le bâtiment des Archives de Cologne était considéré comme un modèle de référence ayant influencé la construction de dépôts d'archives en Allemagne pendant plus de 30 ans. Sur les points principaux, il répondait déjà aux prescriptions de la norme précitée. En revanche, cette catastrophe montre qu'il ne suffit pas d'évaluer les risques lors de l'implantation du bâtiment, mais qu'il est également indispensable de pouvoir réagir aux modifications impliquant un changement des conditions-cadre définies au moment de la construction. Autrement dit, il faut procéder à des analyses régulières des risques encourus par le dépôt, en établissant un profil des risques avant que ces modifications, même temporaires, n'apparaissent. Il est probable qu'à Cologne (chantier du métro), les responsables des archives n'ont pas suffisamment prêté attention à ce type d'analyse, alors même qu'il semble avéré que des fissures étaient apparues sur la structure du bâtiment avant son effondrement.

La conservation préventive est un ensemble d'actions permettant de réduire les dégâts en cas de catastrophe. Ainsi, les archives doivent être protégées par des cartons solides, de préférence non-acides et résistants à l'eau, et rangées de manière ordonnée dans des meubles adéquats (rayonnages adaptés, meubles à plans, etc.). Il est judicieux de dresser des plans précis du dépôt et de son contenu, et d'archiver ces données informatiquement. Une bonne signalisation des fonds (lisibilité, codes de couleur, etc.) permet de reconstituer plus facilement l'organisation du dépôt en cas de catastrophe. Enfin, les fonds doivent être inventoriés et cotés de manière claire et précise. L'expérience de Cologne a en effet montré que les archives correctement conditionnées ont nettement mieux résisté à l'effondrement que celles qui n'étaient pas conditionnées ou qui ne l'étaient que provisoirement, et que des fonds non traités et non classés ne pouvaient pratiquement plus être identifiés. Un autre aspect fondamental concerne l'établissement d'un plan d'urgence. Le personnel du dépôt d'archives doit être préparé à l'éventualité d'une catastrophe, et le comportement à adopter dans une telle situation doit être connu de tous les collaborateurs. Ces directives doivent être intégrées à la formation continue, et le personnel doit pouvoir s'entraîner régulièrement dans ce sens.

Les sources doivent être sauvegardées au travers du microfilmage et de la numérisation. Ces deux techniques offrent la possibilité d'avoir des supports de substitution en cas de perte totale. Au-delà de leurs avantages et de leurs défauts respectifs, ces procédés sont complémentaires et apportent une aide précieuse pour l'identification et la restauration des documents. Ils permettent également de remettre rapidement les fonds à la disposition des chercheurs. Toutefois, les supports de substitution ne peuvent pas remplacer les docu-

ments originaux à part entière et, de ce fait, ne permettent pas de renoncer à leur restauration. A cet égard, il est à noter que 5 à 7% des fonds des Archives de la Ville de Cologne avaient été micro-filmés, et que plus de 80% des fonds sinistrés ont pu être sauvés après l'effondrement, grâce notamment au professionnalisme des sauveteurs et à l'engagement massif de bénévoles. Le pire a ainsi pu être évité, même si un énorme travail de restauration reste à accomplir.

Contact: marcel.ruegg@lausanne.ch

Archive im Kontext – neue Aufsätze aus dem deutschen Bundesarchiv

Angelika Menne-Haritz, Rainer Hofmann (Hg.), Archive im Kontext: Öffnen, Erhalten und Sichern von Archivgut in Zeiten des Umbruchs, Festschrift für Prof. Dr. Hartmut Weber zum 65. Geburtstag (Schriften des Bundesarchivs 72), Düsseldorf, 2010, 449 S. ISBN 978-3-7700-1628-0
Von Annkristin Schlichte

Die Festschrift «Archive im Kontext. Öffnen, Erhalten und Sichern von Archivgut in Zeiten des Umbruchs» zum 65. Geburtstag des Präsidenten des deutschen Bundesarchivs Hartmut Weber deckt in 31 Beiträgen ein breites Spektrum an archivwissenschaftlichen Themen ab – von der Rolle der Archive bei der Bestandsvermittlung und in der Öffentlichkeitsarbeit über Fragen der archivarischen Ausbildung, des Archiv- und Dienstrechts, des Archivmanagements und des Einsatzes digitaler Techniken im Archiv bis hin zu Fragen der Bestandserhaltung und Sicherungsverfilmung.

Nach der Einleitung folgt ein erster Block von Beiträgen zum Verhältnis von zeithistorischer Erinnerung bzw. Geschichtswissenschaft und Archiven (H. Möller, H. Altrichter), zur Provenienzforschung (H. Parzinger) sowie zur Forschungs- und Öffentlichkeitsarbeit von Archiven. Drei Aufsätze innerhalb dieses Blocks behandeln eine genuin deutsche Frage, nämlich das Archivwesen der DDR (A. Röpcke, J. R. Wolf, E. Ritter).

Der durch die Archive geleisteten Forschungs- und Öffentlichkeitsarbeit wird in den Beiträgen von H.-D. Kreikamp und J. Uhlmann ein hoher Stellenwert beigemessen. H.-D. Kreikamp beschreibt die Aufklärungsarbeit, die im Bundesarchiv zum Thema Holocaust geleistet wird, während J. Uhlmann von den Archiven als «Informationsdienstleister[n] und historische[n] Kompetenzzentren für Wissenschaft, Forschung und die Allgemeinheit» spricht (S. 97). Damit grenzen sie sich deutlich ab von Stimmen, die eine Konzentration der Archive auf ihre «Kernaufgaben» und einen Rückzug aus der eigentlichen Forschungsarbeit fordern. Von einer «Sonderaufgabe» des Bundesarchivs spricht dagegen H. Pahl in seinem Beitrag über die «Erinnerungsstätte für die Freiheitsbewegungen in der deutschen Geschichte» in Rastatt.

Ein weiterer, kürzerer Themenblock widmet sich Fragen des Archivmanagements, des Archiv- und Dienstrechts und der archivarischen Ausbildung. U. Schäfer plädiert für eine Adaption von Methoden und Instrumentarien des strategischen Managements in den Archiven und verweist in diesem Zusammenhang auf das Schweizer Vorbild, wo sich Archivarinnen und Archivare – anders als in Deutschland – der «Kollision zwischen komplexer werdenden Herausforderungen und lediglich bescheidenen Ressourcen» stellen (S. 127). S. Olbertz fasst das – gesetzestechnisch problematische – Verhältnis von Bundesarchivgesetz und Informationsfreiheitsgesetz ins Auge und skizziert Lösungsmöglichkeiten zur Harmonisierung von Informationszugangsgesetzen und archivischen Schutzfristen. Die Wende vom Aktengeheimnis zur Verwaltungstransparenz sieht die Autorin in jedem Fall als unumkehrbar. Mit dem neuen Dienstrecht des Bundes beschäftigt sich J. Arnhardt, während R. Polley die Kurrikula an der Archivschule Marburg (mit einem kritischen Seitenblick auf den Bologna-Prozess) vorstellt.

Verschiedene Beiträge aus den Abteilungen und Referaten des Bundesarchivs vermitteln einen Einblick in die vielfältigen Aufgaben des Bundesarchivs, so die Aufsätze zum Bundesarchiv-Militärarchiv von H.-J. Harder und M. Steidel sowie der Beitrag von K. Griep und B. Heusterberg aus dem Bundesarchiv-Filmarchiv zu Amateurfilmen als Quelle für die Geschichtsforschung. T. Koops stellt die Reihe der wissenschaftlichen Publikationen des Bundesarchivs vor, E. Dolatowski die Bibliothek des Bundesarchivs. Daran schliesst sich ein Aufsatz von E. Niggemann zum Thema der Katalogisierung an.

Die Beiträge des folgenden Themenblocks widmen sich Fragen im Zusammenhang mit der digitalen Entwicklung. Während B. Martin-Weber die Archivmanagementsoftware BASYS des Bundesarchivs vorstellt, beschäftigen sich P. Rauschenbach und G. Maier mit dem Thema der Retrokonversion von Findmitteln bzw. der Digitalisierung von Archivgut. A. Menne-Haritz sieht in ihrem Beitrag zur Archivgutrecherche im Internet die Archive aufgrund ihrer professionellen Methoden optimal auf die Nutzung des Internets eingestellt und vertritt die Auffassung, dass bisher gültige Prinzipien der archivischen Erschliessung ihre Gültigkeit auch im Internet behalten – dies in

einer klaren Abgrenzung gegen die semantische Suche in Digitalen Bibliotheken. M. Hollmann schliesslich spricht in seinem Beitrag zum «Digitalen Archiv» des Bundesarchivs offene Fragen im Zusammenhang mit einem elektronischen Zwischenarchiv, insbesondere den Umgang mit elektronischen Signaturen, an.

Es schliessen sich drei Aufsätze von A. Haberditzl, G. Banik und U. Hähne zum Thema der Bestandserhaltung an, die alle die Verdienste des Jubilars in diesem Arbeitsgebiet würdigen. Als ein Thema der Bestandserhaltung bezeichnet S. Barteleit in seinem Beitrag auch den Archivbau. Er greift im Folgenden jedoch weiter aus und fragt unter anderem nach den Auswirkungen, die neue Anforderungen der Benutzer oder Veränderungen in der Arbeitsaufteilung auf den Archivbau haben.

Den Abschluss des Bandes bilden zwei Aufsätze von F. Kuhn und U. Schaper zur Sicherungs- und Schutzverfilmung, die beide auch das Verhältnis des Mikrofilms zur Digitalisierung thematisieren (wobei Kuhn polemische Töne nicht scheut), und ein Beitrag von R. Hofmann zur schwierigen Genese und Durchsetzung der Norm DIN EN ISO 9706 zur Alterungsbeständigkeit von Papier.

Zum Teil sind gewisse Überschneidungen zwischen den einzelnen Beiträgen festzustellen – so insbesondere in den Aufsätzen zur Bestandserhaltung oder zur Sicherungs- und Schutzverfilmung –, doch ändert dies insgesamt nichts an der Themenvielfalt des Bandes, der einen breiten Einblick nicht nur in Fragen der deutschen Archivwissenschaft und -geschichte, sondern auch in international diskutierte archivische Aufgabenstellungen und Probleme gibt.

Kontakt: annkristin.schlichte@tg.ch

V. Nachrichten BIS / Actualités BIS

Stand der Verhandlungen mit Pro Litteris

Die beiden Kopiertarife (Tarif 8: Papierkopien, Tarif 9: elektronische Kopien) laufen am 31. Dezember 2011 aus.[1] Mit einer ersten Verhandlungsrunde am 10. März 2010 hat Pro Litteris mit den betroffenen Nutzerverbänden auch BIS zur Verhandlung der neuen Tarife eingeladen.

Pro Litteris verlangt insbesondere die folgenden Änderungen:
- Erhebung der Anzahl Mitarbeitende via AHV-Daten (bisher: Meldung der Anzahl Kopien durch die Institution/Firma resp. Pauschalvertrag)
- Unterstellung unter die Vergütung für Eigengebrauch ab 1 Mitarbeiter/in pro Bibliothek (Papierkopien) resp. ab 2 Mitarbeitenden (elektronische Kopien) (bisher ab 4)
- Verdoppelung bis Verdreifachung der Pauschalvergütung für elektronische Kopien
- Verdoppelung des Umrechnungsfaktors für grosse Bibliotheken
- Dokumentseiten als Berechnungsgrundlage für die Vergütung der elektronischen Kopien
- Als «Pressespiegel» gilt eine Zusammenstellung von Artikeln bereits ab einem Adressatenkreis von 5 Personen (bisher 20)
- Nur noch ein Gerichtsstand (Zürich)

Zur Begründung der massiven Erhöhungen bei den elektronischen Kopien legte Pro Litteris eine Studie des Forschungsinstituts gfs zum Nutzerverhalten am Bildschirm vor. Diese Studie wurde in den Verhandlungen von allen Verbänden heftig kritisiert, weil daraus zu wenig klar hervorgeht, ob wirklich das Kopieren oder nur das Anschauen von Dateien untersucht wurde.

Die Schreibende nimmt als Vertreterin von BIS an den Verhandlungen teil und hat sich gegen alle geplanten Erhöhungen zur Wehr gesetzt. Aufgrund der Unübersichtlichkeit der Verhandlungen ist es im Moment ausgesprochen schwierig, die Wirkung der klar und scharf geäusserten Opposition abzuschätzen. Pro Litteris hat bisher einzig die Gerichtsstandsregel zurückgezogen.

Um den Fortgang der Verhandlungen übersichtlicher zu gestalten, forderten

1 Für die geltenden Tarife vgl. http://www.prolitteris.ch, Bereich «Nutzer».